



# Sondés par un sociologue, les ratés de l'éducation préoccupent les membres du Who's Who

**SONDAGE**  
Deux mille cinq cents personnalités du Who's Who dénoncent à 80 % l'immobilisme ou le déclin français.

QU'EST-CE qui inquiète le plus les « élites » en France ? Comment voient-elles le pays et son avenir ? Pour répondre à ces questions, le sociologue Gérard Mermet, auteur de *Franco-scopie*, s'est associé au Who's Who. La société qui publie le célèbre annuaire rouge a interrogé par courriel 12 000 personnalités de son annuaire : 23 % ont répondu, fournissant un échantillon de plus de 2 500 personnes, représentatif de l'établissement du Who's Who. Neuf sur dix sont des hommes, la moitié a moins de soixante ans.

Pas plus que les Français, les élites ne sont optimistes sur leur pays : 54 % des interrogés se disent satisfaits du fonctionnement de la démocratie, un taux assez proche de celui de l'ensemble des Français, 47 % (selon une enquête récente de la Sofres). Lorsqu'on demande aux élites le mot qui qualifie le mieux l'évolution récente de la société française, 58 % affirment l'« immobilisme », 29 % citent le « déclin » et seulement 13 % le « progrès ». Comme les Français, les élites sont plus négatives sur la situation générale que sur leur propre condition : 94 % s'estiment satisfaits de leur propre vie, contre 85 % des Français.

La hiérarchie des problèmes à traiter en priorité est assez différente selon que l'on est ou pas dans le Who's Who. Les élites placent nettement en tête les « ratés » du système

éducatif, devant le chômage et la situation économique. Pour l'ensemble des Français, en revanche, le chômage apparaît comme le problème écrasant, suivi par la sécurité, la situation économique et les prix chers. Les inquiétudes sur l'emploi se rejoignent toutefois dans les deux populations.

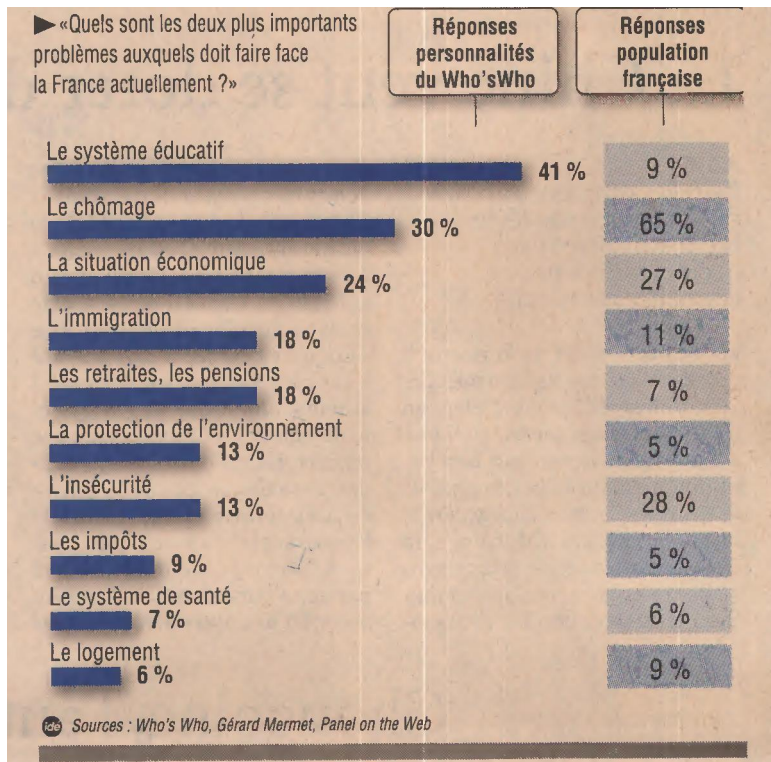
## Forte demande de réforme

Face à cette situation, les élites demandent des réformes, « radicales » pour 59 %, « progressives » pour les 41 % restant. Les plus pressés sont les chefs d'entreprise et les professions juridiques, tandis que hauts fonctionnaires et politiques sont les plus modérés. Tous (90 %) confirment leur attachement à l'intégration européenne contre 50 % seulement pour l'ensemble des Français.

Lorsqu'on leur demande ce qui a l'influence la plus favorable sur la situation de la France, les élites répondent à 95 % la technologie, à 85 % les entreprises, à 65 % la mondialisation, ou encore à 61 % les citoyens. Loin devant les intellectuels, les médias, les partis politiques ou les syndicats... Après ce constat, 8 personnalités sur 10 disent prêtes à s'engager à titre personnel dans le domaine politique, associatif ou éducatif pour faire changer les choses. L'appel du Prix Nobel de physique Georges Charpak dans *Le Figaro* du 29 novembre : « Je cherche des milliardaires prêts à investir intelligemment leur argent dans l'éducation », devrait être entendu !

SOPHIE FAY

Les résultats complets de l'enquête sur [www.lefigaro.fr/france](http://www.lefigaro.fr/france)



**MESURES.** Les élites demandent des réformes, « radicales » pour 59 % d'entre elles, « progressives » pour les 41 % restants.